



15ème législature

Question N° : 31679	De M. Sébastien Nadot (Écologie Démocratie Solidarité - Haute-Garonne)	Question écrite
Ministère interrogé > Europe et affaires étrangères		Ministère attributaire > Europe et affaires étrangères
Rubrique > politique extérieure	Tête d'analyse > Entreprises françaises au Mozambique, droits humains et environnement	Analyse > Entreprises françaises au Mozambique, droits humains et environnement.
Question publiée au JO le : 04/08/2020 Réponse publiée au JO le : 16/02/2021 page : 1433		

Texte de la question

M. Sébastien Nadot interroge M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur la situation au Mozambique. En effet, la province de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique, est le théâtre d'un conflit violent ayant forcé des centaines de milliers de personnes à fuir depuis février 2020. Des villes ont été incendiées et pillées. Des groupes armés affrontent les forces gouvernementales pour le contrôle de la région, riche en ressources naturelles. Les attaques dans le Cabo Delgado ont déjà fait au moins 1 300 morts et plus de 210 000 déplacés. Le samedi 27 juin 2020, un véhicule appartenant à Fenix Construction a été attaqué par des insurgés, à environ 4 kilomètres au nord de Mocimboa da Praia dans la province de Cabo Delgado. Fenix Constructions est une entreprise sud-africaine, sous-traitante du géant pétrolier français Total. Les insurgés, présumés islamistes, ont tué 8 ouvriers de Fenix Construction travaillant pour le groupe français Total sur un projet gazier de plusieurs milliards de dollars dans le nord du Mozambique. On peut rappeler au passage que les réserves de gaz découvertes au large du Mozambique font partie des plus importantes réserves mondiales : 5 000 milliards de mètres cubes, soit la consommation de la France pendant 100 ans. Les multinationales gazières estiment que le pays produira 32 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié chaque année à partir de 2024, à destination des marchés asiatique et européen. Compte tenu de la gravité des violations des droits humains, des risques environnementaux et climatiques associés aux projets gaziers, il y a lieu de s'inquiéter pour les populations locales comme pour les ressortissants français travaillant sur place pour des entreprises françaises. Il lui demande comment il compte concilier au Mozambique les intérêts des entreprises françaises et la sécurité des femmes et des hommes avec le respect des droits humains et les dégâts environnementaux que peut générer toute exploitation de gaz.

Texte de la réponse

La situation au nord du Mozambique, dans la province de Cabo Delgado, ne cesse de se dégrader. Depuis octobre 2017, les attaques terroristes ont déjà fait plus de 2 400 victimes et près de 550 000 déplacés internes. La France apporte une contribution à l'effort humanitaire, à travers l'aide alimentaire programmée (500 000 euros alloués en 2020). La France entretient un dialogue avec le gouvernement mozambicain. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères s'est rendu à Maputo, en février 2020. La situation au Cabo Delgado a été au cœur de ses échanges avec le président Nyusi et avec la ministre mozambicaine des affaires étrangères. Le président Nyusi a sollicité le concours de la France en matière de coopération maritime. Un accord intergouvernemental est ainsi en cours de négociation. En septembre 2020, la ministre mozambicaine des affaires étrangères a demandé l'appui de

l'Union européenne, notamment en matière de formation, d'appui logistique et d'équipement d'assistance médicale. La France appuie pleinement la perspective d'une mobilisation européenne pour aider le Mozambique à faire face à cette crise, selon une approche intégrée « humanitaire, développement, sécurité ». Les pays de la Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA) ont également un rôle majeur à jouer pour apporter un appui coordonné au Mozambique. La France les encourage à se mobiliser avant que ce foyer terroriste ne déstabilise la région. Des acteurs économiques français sont présents au Cabo Delgado. Total y développe un projet gazier important. Plusieurs entreprises françaises, dont Neoen, Technip FMC, ou encore Bolloré, sont également implantées au Cabo Delgado et y emploient un certain nombre de nos compatriotes. La sécurité des ressortissants français à l'étranger est une priorité pour le gouvernement français. Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères est en contact permanent avec ces acteurs industriels à ce sujet. La France est pleinement engagée dans la lutte contre le réchauffement climatique. Dans ce contexte, elle accompagne le développement bas-carbone du Mozambique. L'Agence française de développement (AFD) a développé de nombreux projets au Mozambique, pour un montant de plus d'1 milliard d'euros depuis une dizaine d'années. L'AFD finance ainsi la réhabilitation des deux centrales hydroélectriques de Mavuzi et Chicamba (prêt souverain AFD de 50 millions d'euros octroyé en 2012) ou encore la construction d'une centrale solaire à Metoro, d'une capacité de 41MW, et développée par Neoen. En matière de protection de la biodiversité, la France a démarré, en 2020, un projet de réduction des risques de catastrophes naturelles dans les zones côtières du Mozambique, particulièrement sensibles au changement climatique (6 M€ en subventions).